

---

# L'ÉLECTION DE LA DERNIÈRE CHANCE

Consultation sur le plan stratégique 2024-2026 de Québec solidaire

*Historiquement, il y a seulement 3 manières pour un parti de gauche de prendre le pouvoir : 1) en se recentrant, 2) en profitant d'une crise, 3) par des alliances.*

Le défi est lancé à quiconque de trouver un contre-exemple. Chacune de ces stratégies est valable et peut se défendre ; toutefois, il faut en choisir une seule. En effet, les deux premières sont diamétralement opposées dans leurs objectifs et leurs prescriptions, et la troisième rend les deux autres caduques. En bref, pour se recentrer, il faut se rapprocher de l'électeur médian et se positionner comme un gouvernement en attente, tandis que pour profiter d'une crise, il faut d'abord se positionner en jouant dans les coins, en identifiant des ennemis et en usant d'une certaine dose de populisme. L'alliance, quant à elle, peut être à la fois vue comme une manière d'envoyer un signal de ralliement vers des électeurs et un parti plus au centre, ou au contraire, comme une façon de s'éviter un gros travail de recentrage en conservant l'essentiel de notre positionnement politique et en profitant de la diversité de *brandings* offerte par les deux partis alliés pour parler à des électorats différents. Dans tous les cas, une proposition d'alliance venant de QS, qu'elle soit acceptée ou non, nous permettrait de reprendre le contrôle du narratif et de générer une nouvelle dynamique, ce dont nous avons bien besoin.

*Ce n'est plus un slogan : l'élection de 2026 sera réellement celle de la dernière chance pour faire quoi que ce soit pour la lutte aux changements climatiques.*

Le budget carbone de la planète pour l'atteinte de la cible de 1,5 °C sera complètement épuisé d'ici moins de 6 ans. Cette cible est déjà hors d'atteinte. En raison de la durée de vie des GES dans l'atmosphère, de la durée de vie des infrastructures et des équipements dans lesquels on investit aujourd'hui (dépendance de sentier) et en raison du décalage temporel d'au moins 30 ans entre le niveau des émissions actuel et l'effet sur le climat, la fenêtre d'opportunité pour l'atteinte du 2,0 °C – un scénario déjà catastrophique sous plusieurs aspects – est en train de se refermer. Pour le dire simplement, le climat de 2050 sera déjà verrouillé (*baked in*) en 2030. Plus inquiétant encore, ces scénarios du GIEC ne tiennent même pas compte des points de bascule où la crise s'alimentera d'elle-même.

*La dimension fondamentale du problème, c'est le temps.* N'importe quel plan de transition d'ampleur suffisante prendra du temps à instaurer. Pire, les investissements nécessaires commenceront par générer des GES avant de pouvoir les réduire. Déjà en 2026, l'atteinte de la cible pour 2030 sera impossible en raison de l'inaction de la CAQ. L'exercice de modélisation de notre plan Vision 2030 a démontré l'existence de contraintes techniques et économiques importantes empêchant pratiquement d'atteindre la cible de 55 % que nous avons déterminée. Rappelons que la cible qui fut réellement modélisée était de 45 % – et déjà, soit dit entre nous, nous avons étiré l'élastique entre nos mesures identifiées et ce qui fut modélisé. Autrement dit, même notre plan ne permettait pas réellement d'y arriver. Surtout, rappelons que cet exercice faisait abstraction du temps nécessaire pour la mise en œuvre de nos mesures et ne tenait pas compte d'autres contraintes comme celle de la pénurie de main-d'œuvre.

*Bref, si des efforts extrêmement sérieux de transition ne sont pas entrepris d'ici 2030, la partie est terminée pour le climat. Il faut absolument qu'un gouvernement écologiste soit élu en 2026, sinon c'est foutu.* Et rappelons que ce qui est réellement en jeu, c'est la stabilité de nos sociétés ; c'est la survie de la civilisation elle-même. Si rien n'est fait, la crise écologique provoquera des pénuries, des famines, des crises migratoires, des pandémies, qui à leur tour pousseront les populations à la guerre, au bouc-émissarisme, à

l'autoritarisme et à la violence sous toutes ses formes. La pandémie aura montré l'extrême fragilité du château de cartes d'interdépendance économique sur lequel nous sommes assis. Il n'y a pas de société qui tienne s'il n'y a plus de confiance qu'il y aura du pain à l'épicerie. À quoi bon mettre en œuvre notre programme de justice sociale, de féminisme, d'antiracisme en 2034 si la crise écologique provoque un déchirement complet du tissu social d'ici la fin du siècle, possiblement dès 2050? Les effondrements civilisationnels ne sont jamais une bonne nouvelle pour les plus faibles, les pauvres, les minorités ethniques et les femmes.

***Nous parlons d'urgence climatique mais nous n'agissons pas comme si elle était réelle.*** Nous lançons des slogans comme *Maintenant ou jamais* mais nous semblons réfléchir à des stratégies comme si la prise de pouvoir pouvait être un objectif lointain. Certaines mauvaises langues diront que le Québec n'est qu'une goutte dans l'océan des émissions de GES ; que notre prise de pouvoir en 2026 ne changerait pas grand-chose pour le sort de la planète. C'est effectivement peu probable. Mais si notre élection avait 0,001% de chances de changer la donne, en montrant au monde l'exemple d'un gouvernement qui prend réellement au sérieux l'urgence climatique, n'est-il pas de notre devoir de tout faire pour y arriver? Et si la transition que nous entamerons permettait au Québec d'être plus résilient face à la crise par une réelle adaptation, est-ce que ce ne serait pas déjà ça de gagné?

***Il faut aussi se débarrasser de l'idée qu'il nous faille d'abord passer par l'étape de l'opposition officielle comme étape nécessaire pour l'atteinte du pouvoir.*** Les dernières années ont montré que le bon travail parlementaire n'a aucun reflet dans les intentions de vote. Pire, un passage à l'opposition officielle avec seulement une poignée de député·e·s aurait risqué de tuer notre parti : nous n'aurions pas eu les ressources pour faire un bon travail et nous aurions concentré toutes nos énergies sur le travail colossal d'opposition officielle plutôt qu'à développer nos appuis. Comme opposition officielle, nous aurions eu l'obligation morale de perdre notre temps dans toutes les commissions et d'être de tous les combats. Nos équipes auraient été usées à la corde. Les attentes à notre endroit auraient été beaucoup trop élevées. Parlez-en à l'ADQ de Mario Dumont. Non, décidément, c'est tout ou rien. ***Il faut absolument viser le pouvoir en 2026 ; l'opposition officielle serait notre tombe.***

## LE RECENTRAGE : DIFFICILE ET TROP LONG

Une stratégie fondée sur le recentrage aurait comme principal avantage de ne se fier qu'à nos propres moyens. Nous avons le contrôle sur notre programme, sur notre plateforme et sur notre discours : il serait tout à fait possible d'opérer une série de repositionnements fondamentaux pour se rapprocher de l'électeur médian. Le défi est immense, toutefois.

***Notre offre politique actuelle se lit comme une liste de repoussoirs : pour commencer à considérer voter pour QS, il faut être écologiste, féministe, antiraciste, indépendantiste et de gauche.*** Les électors à qui on veut parler sont mutuellement exclusifs : pour le dire grossièrement, on ne peut pas faire le grand écart et parler en même temps aux jeunes éduqués urbains et aux plus vieux électeurs et électrices de région. Quand on parle d'écologie, c'est populaire chez les jeunes éduqués urbains, mais c'est impopulaire en région, on l'a vu. Quand on parle – rarement – d'indépendance ou de nationalisme civique (langue, culture, symboles), on parle davantage aux électeurs et électrices plus âgés ou hors-Montréal, mais ça nous nuit dans plusieurs circonscriptions montréalaises.

La possibilité de bâtir une coalition victorieuse à partir de l'addition de plusieurs groupes est sérieusement limitée dans ce contexte, car bien que nous soyons bien positionnés pour continuer à faire le plein de votes chez les jeunes et dans les centres urbains, ce ne sera jamais suffisant pour obtenir une majorité de sièges. Au Québec, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, la majorité passe par les régions. C'est mathématique. ***Et il est difficile d'entrevoir un quelconque recentrage de notre parti qui permettrait de supplanter la CAQ et le PQ comme principal***

*interlocuteur auprès des électrices et des électeurs des régions – du moins pas sans risquer de sacrifier nos appuis chez les jeunes et dans les centres urbains.* Pour le dire presque caricaturalement, un recentrage exigerait de décider si on veut remplacer le PLQ comme parti urbain inclusif ou si on veut prendre la place du PQ comme parti nationaliste social-démocrate écologiste – quoique la fenêtre d’opportunité pour ce faire est peut-être malheureusement déjà passée.

On peut quand même entrevoir quelques pistes. En théorie, un parti cherchant à prendre le pouvoir doit se rapprocher le plus possible de l’électeur médian ou de l’électrice médiane. Économiquement, l’électeur médian ou l’électrice médiane est plus au centre que nous, plus social-démocrate que socialiste, pas nécessairement contre l’intervention étatique lorsque justifiée mais sans remettre en question l’économie de marché, pour l’augmentation des services mais sans hausser ses taxes. Identitairement, il ou elle est plus nationaliste (au sens de fier d’être Québécois ou fière d’être Québécoise) que sa perception du discours de QS.

*Pour trouver une voie de passage et se faire élire au gouvernement sur ses propres bases, Québec solidaire doit donc se doter d’une crédibilité économique et de gouvernance, et surtout, se faire valoir comme un parti qui aime le Québec et les Québécois·e·s,* ce qui n’est peut-être pas notre plus grande force à l’heure actuelle. L’espoir serait qu’un rapprochement suffisant vers le centre nous permette de nous rendre un choix acceptable pour un nombre suffisant de gens pour que les sondages nous donnent une chance et que le vote stratégique fasse son travail. Comme pour le NPD en 2011, il suffirait d’un sondage très favorable au bon moment pour susciter quelque chose comme une vague orange.

Un tel recentrage risque toutefois d’impliquer un recadrage qui a le potentiel de causer des déchirements internes. *C’est également un processus qui nécessitera beaucoup de temps – du temps que nous n’avons pas.* En général, les partis traditionnels opèrent ce genre de changements de cap par le remplacement de chefs qui arrivent également avec des changements de plateforme. Étant donné la nature démocratique de notre parti, un changement de cap aussi rapide n’est pas possible.

Un changement en profondeur du programme serait nécessaire, un raccourcissement majeur de la prochaine plateforme, de même qu’une réduction drastique des incidences fiscales dans le cadre financier. Il faudrait également choisir nos batailles et peut-être arrêter de mener toutes les batailles identitaires de front pour se décoller de l’étiquette *woke*. Il faudrait reculer sur les taxes orange et renoncer à l’ajout de nouvelles taxes, tout en trouvant le moyen d’augmenter quand même les services et le filet social. Il faudrait trouver le moyen de conserver le vote écolo tout en cessant de mettre de l’avant des mesures écologistes – ce qui relève de la quadrature du cercle.

*Si cette liste de prescriptions désagréables prouve une chose, c’est que nous sommes coincé·e·s. Il faudrait cesser d’être Québec solidaire et devenir un parti comme les autres.* Et à ce jeu, nous risquons non seulement de nous perdre, mais de perdre point barre, car nous ne serons jamais assez retors pour gagner contre ces vieux partis sans scrupules qui n’hésitent pas à créer de faux scandales pour faire du *wedge*. En termes de parti *catch-all*, impossible de faire mieux que la CAQ. Il faut chercher une autre solution.

## PROFITER D’UNE CRISE : DOUBLEMENT TROP RISQUÉ

Une autre possibilité pour un parti de gauche de prendre le pouvoir, c’est de profiter d’une crise, à la Syriza. En période de crise, la population est prête à entendre des discours qui s’éloignent du centre et à ouvrir le champ des possibles : aux grands maux les grands moyens. La crise, étymologiquement, c’est un moment où on prend de grandes décisions. Ce sont des moments où la logique événementielle prend le dessus et où les idées qui étaient en

gestation jusque-là peuvent subitement prendre le dessus et susciter des virages idéologiques importants – et surtout rapides.

Bien sûr, la nature de la crise est importante ici. Une crise de santé publique, comme on l'a vu, n'a pas tendance à avantager nul autre que le gouvernement en place. Et la tentation du retour à la normale a été beaucoup trop forte (ou la crise pas assez grave) pour susciter un réel engouement pour nos idées, même lorsque leur efficacité a été prouvée par l'expérience. Surtout, Québec solidaire ne s'était pas positionné pour pouvoir profiter de cette crise.

En effet, pour profiter d'une crise, il faut carrément mettre de côté la stratégie de recentrage et au contraire embrasser le populisme. Identifier des ennemis, les pointer du doigt, mettre toute la faute de la crise sur eux et proposer des solutions radicales au nom de la nécessité ; voilà à peu près la recette.

*Le principal défaut de cette stratégie, outre son rapport trouble avec l'éthique, est qu'elle relève d'un pari all-in sur une logique événementielle qu'on ne contrôle pas.* Bien sûr, il est possible de jouer un rôle pour faire advenir une crise qui nous avantagerait, mais c'est un exercice périlleux, qui demanderait des moyens que nous n'avons pas et des alliés qui nous manquent. Et rien ne garantit que nous sortirions vainqueurs d'une telle crise.

Il y a bien une crise économique qui s'en vient, probablement dans les 2 prochaines années, mais notre manque de crédibilité économique ne nous positionne pas de façon avantageuse pour en tirer profit. Nous sommes les plus crédibles en environnement et nous savons que la crise écologique finira par frapper, mais nous savons aussi qu'elle frappera trop tard – et probablement sous une autre forme trop indirectement reliée aux changements climatiques, comme l'était d'ailleurs la pandémie. Il faudrait donc espérer un coup du sort, ce qui n'est rien d'autre qu'une stratégie désespérée, car les probabilités que cela survienne d'ici 2026 sont infinitésimales. *Miser sur la crise est donc doublement risqué : elle risque ne pas arriver, et nous risquons de ne pas être celles et ceux qui en profiteront.*

## L'ALLIANCE : NOTRE SEULE CHANCE

La proposition d'une alliance ponctuelle avec le PQ lancerait un fort signal de rassemblement. Avant même l'acceptation ou le refus d'une telle main tendue par l'autre partie, ce signal à lui seul serait susceptible de générer du mouvement, par cette démonstration d'ouverture et de maturité politique d'un parti prêt à faire ce qu'il doit pour offrir à l'électorat une alternative écologiste et indépendantiste claire face à la CAQ en 2026. Une telle proposition d'alliance nous permettrait de reprendre le contrôle sur le narratif.

Bien sûr, toute proposition d'alliance doit avoir un *objet* : s'allie-t-on pour remplacer la CAQ, pour mettre en œuvre la transition écologique, pour faire du Québec un pays ou pour faire la réforme du mode de scrutin? Toutes ces options sont valides, mais il s'agit d'un choix important, car il faut que cet objet soit un moteur suffisant pour les deux partis pour dépasser leur méfiance ou leurs inimitiés mutuelles. Par extension, ce choix détermine également les paramètres qui régiraient la négociation d'une plateforme commune entre les deux partis pour se présenter à l'élection, et former un gouvernement de coalition en cas de victoire.

*Dans le cas qui nous préoccupe, le choix devrait s'arrêter sur la transition écologique et l'indépendance, car ce sont les moteurs politiques actuels de QS et du PQ, respectivement.* Le simple remplacement du parti au pouvoir ne serait pas assez fort pour convaincre les membres de QS d'une telle proposition, comme on l'a vu par le refus de l'offre faite par Lisée en 2017 qui avait pour objet de remplacer les Libéraux. La réforme du mode de scrutin, bien qu'une option intéressante à première vue pour changer les règles du jeu dans lequel nous sommes coincés, a comme principal défaut d'être un cheval de bataille trop technique à lui seul pour susciter spontanément assez d'engouement auprès de l'électorat, ce qui rendrait une élection référendaire

sur ce thème plus périlleuse. Par contre, la réforme du mode de scrutin pourrait – voire *devrait* – faire partie de la plateforme commune.

Cette plateforme commune aurait donc pour socles :

- 1) la réalisation de notre plan climat (le PQ avait essentiellement le même que nous en 2022)
- 2) l'indépendance par la constituante (feuille de route commune des OUI Québec)
- 3) la réforme du mode de scrutin.

Un autre critère déterminant pour le succès d'une alliance est la perception d'un rapport de force équitable ou d'un égal besoin l'un de l'autre. Cette condition semble pouvoir être remplie actuellement. En effet, pour QS, le fait de laisser le PQ s'occuper des régions nous permettrait d'éviter le recentrage et de cesser d'avoir à faire le grand écart en se concentrant plutôt sur les segments de l'électorat où notre *branding* fonctionne déjà très bien. Cela assurerait également à toutes fins pratiques la réélection d'au moins tout notre caucus. Pour le PQ, qui profite d'un momentum mais qui compte seulement 4 députés – dont 2 dans des circonscriptions menacées par QS, y compris leur chef –, c'est l'occasion ou jamais d'éviter leur mort et d'avoir de réelles chances de l'emporter contre la CAQ. ***Les deux partis ont besoin d'un changement de dynamique qui se matérialise pour arriver au pouvoir.***

Les paramètres d'une telle alliance devront être négociés, mais on peut déjà en deviner les contours. Chaque parti garderait sa structure séparée et sa propre identité, mais s'entendrait sur une plateforme commune. Nos plateformes étant déjà très semblables sauf sur le point d'achoppement concernant la laïcité et l'immigration, il faudrait trouver un compromis, qui pourrait ressembler au retour à Bouchard-Taylor pour la loi 21 et au *statu quo* pour les seuils d'immigration.

Les circonscriptions seraient attribuées à un parti ou à l'autre en fonction du meilleur résultat à la dernière élection – le PQ en aurait un peu plus selon cette base, mais aurait probablement moins de chance de les remporter. Les postes au conseil des ministres devront être négociés, de même que la personne candidate au poste de PM – est-ce que cette position pourrait alterner d'un parti à l'autre pendant le mandat?

Une solution devra être trouvée pour le partage des ressources financières associées au nombre de votes – ne pas faire campagne dans un tas de circonscriptions nous sauve des dépenses et nous enlève aussi des votes, mais le retrait des candidatures du PQ dans nos circonscriptions nous donne aussi plus de votes. Serait-il possible de s'entendre pour partager à 50-50 les virements du DGEQ associés au nombre de votes?

Mais est-ce que ça fonctionnerait? Pour les militant·e·s, ce serait déchirant, on le sait. Qu'en est-il de l'électorat? ***Tous les chiffres qui existent montrent qu'un nombre écrasant d'électrices et d'électeurs de chaque parti (au-dessus de 70 %) seraient prêts à voter pour une coalition, en plus de rafler des votes chez la CAQ.*** En date de novembre 2022, un mois après l'élection, un rapprochement PQ-QS aurait provoqué un changement radical de la conjoncture politique, avec 23 % d'appuis pour la coalition PQ-QS et 25 % d'appuis pour la CAQ<sup>1</sup>. Les sondages réalisés en 2017 montraient aussi une forte adhésion à une telle alliance dans l'électorat, avec 39 % d'appuis<sup>2</sup>. Pour gagner, nous avons besoin de générer du mouvement dans l'électorat, et l'alliance avec le PQ est de loin la meilleure façon de le faire, chiffres à l'appui.

---

<sup>1</sup> <https://www.journaldemontreal.com/2022/11/05/sondage--pequistes-et-solidaires-veulent-sallier>

<sup>2</sup> <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/499277/un-sondage-confirme-la-tendance-favorable-a-la-caq-et-aux-alliances-electorales?>

Nous évoluons dans un mode de scrutin qui favorise structurellement le bipartisme. À la fin de son deuxième mandat, la CAQ sera fatiguée et l'usure du pouvoir poussera naturellement l'électorat à chercher une alternative. Notre seule manière de faire partie de cette alternative à la CAQ est de s'allier avec un parti qui peut parler aux gens à qui on ne parle pas.

*Nos divergences d'opinions et de façons de faire se révéleront être une force pour additionner les votes dont nous avons besoin pour procéder à la transition écologique et mettre en branle le projet de pays qui la rendra possible.*

*C'est notre seule chance. C'est notre dernière chance.*